ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 10 juillet 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 63, § 4, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, en ce qui concerne les officiers de réserve visés à l'article 63, § 2,de la même loi", a donné le 15 juillet 1987 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

DE RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 juli 1987 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van artikel 63, § 4,van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, voor de reserveofficieren bedoeld in artikel 63, § 2,van dezelfde wet ", heeft op 15 juli 1987 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATIONS GENERALES.

1. Dans l'avis qu'il a donné le 9 juin 1987, sous le n° L. 18.065/2, sur un projet ayant un objet semblable, le Conseil d'Etat a fait l'observation suivante :

> "Il résulte du texte même de l'article 63, § 2, (1) que le Ministre de la Défense nationale ne peut autoriser les officiers de réserve à effectuer des prestations volontaires d'encadrement que dans des circonstances exceptionnelles.
>
> Or, le texte soumis à l'avis du Conseil d'Etat ne donne aucune indication quant aux "circonstances exceptionnelles" qui permettraient actuellement au Roi d'intervenir en la matière pour fixer des règles applicables aux officiers de réserve visés au paragraphe 2 de l'article 63. Il ne fixe aucune limite dans le temps à l'application de ces règles. Il ne fournit non plus aucune indication au Ministre de la Défense nationale quant aux critères dont il devrait tenir compte pour l'application des règles que le Roi aurait établies.
>
> Le projet tend en réalité à organiser un régime permanent permettant aux officiers de réserve de servir dans une formation des forces armées pour en assurer l'encadrement.
>
> Si le projet avait pour but de remédier à un déficit chronique d'officiers supérieurs résultant de l'âge de leur admission à la pension, il tendrait à régler un problème structurel qui ne peut être assimilé à une situation résultant de circonstances exceptionnelles".

.../...

(1) de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical.

Le rapport au Roi qui précède le projet actuel contient l'explication suivante :

> "Etant donné que les forces armées peuvent constamment être confrontées à des besoins d'encadrement imprévisibles qui justifient un recours à l'article 63, § 2, de la loi du 1er mars 1958 et vu que ce besoin existe déjà actuellement, il y a lieu de fixer aussi vite que possible les règles relatives au statut des officiers de réserve autorisés à effectuer des prestations volontaires d'encadrement".

Une opinion semblable est exprimée dans le considérant.

Le projet, tel qu'il a été amendé, tient partiellement compte des observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis n° L. 18.065/2.

Le Conseil d'Etat partage l'opinion que le Ministre exprime dans la lettre du 9 juillet 1987, par laquelle il lui soumet le nouveau projet, opinion selon laquelle le Roi peut, dès à présent, arrêter sur la base de l'article 63, § 4, de la loi du 1er mars 1958, les règles d'exécution du paragraphe 2 du même article. Il fait, toutefois, observer que le Ministre ne pourra faire application de ces règles que si des circonstances exceptionnelles le justifient. Un texte rappelant cette règle fondamentale sera proposé ci-après, pour l'article 1er.

Le Conseil d'Etat fait, en outre, observer que le rapport au Roi n'explique d'aucune façon quelles sont les circonstances exceptionnelles qui justifieraient actuellement un recours à l'article 63, § 2, de la loi du 1er mars 1958. La simple affirmation de l'existence de telles circonstances ne peut suffire.

.../...

Il appartiendra, dans chaque cas, au Ministre de la Défense nationale d'apprécier, sous sa responsabilité politique, si les circonstances exceptionnelles auxquelles la loi subordonne les prestations volontaires d'encadrement, sont présentes. Il convient toutefois de préciser que la décision d'autoriser ces prestations est soumise au contrôle de la qualification des faits que le juge, et en particulier le juge de l'excès de pouvoir, sera amené à effectuer en cas de contestation ou de recours en annulation.

2. L'article 63 de la loi du 1er mars 1958 a été modifié par l'article 51 de la loi du 18 février 1987.

Avant sa modification par celle-ci, l'autorisation d'effectuer des prestations volontaires d'encadrement était limitée aux officiers de réserve de la gendarmerie (article 63, § 1er de la loi du 1er mars 1958, modifiée par la loi du 13 juillet 1976).

L'article 72 de la loi du 18 février 1987 dispose que "le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des articles de la présente loi".

L'arrêté royal prévu par cette disposition n'a pas été pris à ce jour.

Il en résulte que le Ministre de la Défense nationale ne pourra admettre des officiers de réserve de l'armée à effectuer, selon les règles prévues par l'arrêté en projet, les prestations visées à l'article 63 de la loi du 1er mars 1958, modifié par l'article 51 de la loi du 18 février 1987, qu'après la date fixée par le Roi pour l'entrée en vigueur de ce dernier article.

.../...

De même, le projet d'arrêté royal soumis à l'avis du Conseil d'Etat ne pourrait entrer en vigueur et être appliqué qu'après qu'aura été mise en vigueur la disposition législative qui lui sert de fondement.

Dès lors, le projet doit être complété par une disposition fixant la date de l'entrée en vigueur de l'article 51 de la loi du 18 février 1987.

3. Les vingt premiers articles du projet se présentent sous la forme d'un texte autonome.

Le projet maintient toutefois dans l'arrêté royal du 25 septembre 1959 relatif au statut des officiers de réserve, dont il modifie les articles 1er et 6, les dispositions applicables aux prestations volontaires d'encadrement des officiers de réserve de la gendarmerie (articles 6 à 8).

Il en résulte que les prestations volontaires d'encadrement de certaines forces armées feront l'objet d'un arrêté royal distinct alors que les prestations volontaires d'encadrement de la gendarmerie seront réglées par un arrêté consacré au statut des officiers de réserve et pris en exécution de dispositions légales relatives à l'armée.

Dans un souci de cohérence des textes, il serait préférable de regrouper toutes les règles relatives aux prestations volontaires d'encadrement de la gendarmerie et des autres forces armées, en les intégrant, par exemple, dans le chapitre II de l'arrêté royal du 25 septembre 1959. Ce chapitre pourrait alors être subdivisé en deux sections consacrées, l'une, à la gendarmerie, et, l'autre, aux autres forces armées.

.../...

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat n'a pu rédiger un nouveau texte répondant à cette observation.

4. Plusieurs articles du projet sont divisés en alinéas.

Typographiquement, chaque alinéa devrait être séparé du contexte par un blanc et son début devrait être indiqué par un léger retrait sur l'alignement du texte.

II. EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Sous la réserve de l'observation générale n° 3, l'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal relatif aux prestations volontaires des officiers de réserve pour assurer, dans des circonstances exceptionnelles, l'encadrement des forces armées sur le pied de paix".

PREAMBULE.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 1er :

.../...

"Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, modifiée par la loi du 13 juillet 1976, notamment l'article 63, modifié par la loi du 18 février 1987;".

+

Il y a lieu de viser au préambule les arrêtés que le texte en projet modifie.

Le texte suivant est proposé pour les alinéas 2 et 3 nouveaux :

"Vu l'arrêté royal du 25 septembre 1959 relatif au statut des officiers de réserve, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté royal du 11 mai 1981 et l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 5 juillet 1977;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 1977 relatif au statut du personnel militaire du cadre temporaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 7, modifié par l'arrêté royal du 13 octobre 1978".

+

Le considérant pourrait faire apparaître de façon plus explicite l'objet de l'arrêté en projet s'il était rédigé de la façon suivante :

"Considérant que l'article 63, § 2, de la loi du 1er mars 1958 habilite le Ministre de la Défense nationale à autoriser, dans des circonstances exceptionnelles, les officiers de réserve à servir dans une formation des forces armées pour en assurer l'encadrement;

Considérant que le présent arrêté fixe les règles qui seront applicables lorsque, en présence de ces circonstances exceptionnelles, le Ministre de la Défense nationale sera appelé à devoir assurer l'encadrement des forces armées en recourant à l'habilitation que lui donne l'article 63, § 2, de la loi du 1er mars 1958;".

DISPOSITIF.

Il est proposé d'écrire : "Chapitre premier. - Les conditions d'admission".

Article 1er.

Le projet ne s'appliquera pas aux officiers de réserve de la gendarmerie que le Ministre de la Défense nationale peut également autoriser à effectuer des prestations volontaires d'encadrement sur la base de l'article 63, § 2, de la loi du 1er mars 1958, mais qui resteront régis par les articles 6 à 8 de l'arrêté royal du 25 septembre 1959.

.../...

D'autre part, il convient de remplacer les mots "sont admis" par les mots "peuvent être admis", puisque le pouvoir d'admettre des officiers de réserve aux prestations volontaires d'encadrement revient, en vertu de la loi, au Ministre de la Défense nationale.

Le texte suivant est dès lors proposé :

"Article 1er.-

Peuvent être admis, dans des circonstances exceptionnelles, à effectuer, dans les forces armées autres que la gendarmerie, les prestations visées à l'article 63, § 2, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical :

1° les sous-lieutenants miliciens à l'issue de leur terme de milice;

2° les officiers de carrière et de complément auxquels l'emploi est définitivement retiré conformément à l'article 20, 1°, de la même loi".

Article 2.

En vertu de la première phrase de l'alinéa 1er, "ces prestations ne peuvent excéder une période de quatre années consécutives".

.../...

Il ne paraît pas utile de répéter dans l'arrêté en projet la disposition contenue dans la loi du 18 février 1987 selon laquelle "la durée de ces prestations ne peut excéder quatre années".

Si l'intention est que l'année de l'engagement initial et les années pour lesquelles un renouvellement est accordé, soient consécutives, le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

L'engagement initial porte sur une période de un an.

A la demande de l'intéressé, trois renouvellements annuels successifs peuvent être accordés, en fonction des besoins des forces ou du service médical.

L'année de l'engagement initial ainsi que les années pour lesquelles un renouvellement a été accordé, doivent former une période ininterrompue.

(Alinéa 2 comme au projet dans le texte français, en écrivant cependant : "... du grade dont il est titulaire".)

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé comme il est indiqué dans la partie néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 3.

Le texte néerlandais de l'article 3 devrait être rédigé comme il est indiqué dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 4.

1. Le paragraphe 1er est relatif au délai dans lequel les officiers de carrière doivent introduire leur demande d'engagement ou de renouvellement de l'engagement.

Le projet fixe au 1er octobre la date limite d'introduction des demandes. Il s'agit, tant en ce qui concerne la demande d'engagement que la demande de renouvellement, du 1er octobre de l'année ou de l'avant-dernière année qui précède la mise à la pension du candidat selon que celle-ci intervient respectivement au cours du second ou du premier semestre.

Il s'ensuit que le candidat devra introduire en même temps - avant le 1er octobre de la même année - à la fois la demande d'engagement et les demandes de renouvellement annuel.

Comme telle n'est pas l'intention des auteurs du projet, celui-ci devrait consacrer une disposition séparée à la demande de renouvellement précisant quel est le point de départ spécifique du délai pour introduire chaque demande de renouvellement annuel.

2. Le paragraphe 2 pourrait être plus simplement rédigé de la façon suivante :

"§ 2. Toutes les demandes d'engagement des officiers de carrière et de complément, qui doivent être introduites au plus tard le 1er octobre d'une même année, font l'objet d'une seule procédure de sélection".

.../...

Articles 5 et 6.

1. L'article 5, alinéa 1er, du projet est relatif au délai dans lequel doit être introduite la demande d'engagement du candidat officier de réserve. L'article 6 subordonne l'admission de ce candidat à son commissionnement au grade de sous-lieutenant. L'article 5, alinéa 2, a trait, quant à lui, à la demande de renouvellement.

L'article 5, alinéa 1er, et l'article 6 du projet pourraient être regroupés en une seule disposition. L'alinéa 2 de l'article 5 pourrait plus logiquement faire l'objet d'un article séparé.

2. L'article 6 du projet dispose que "l'admission à effectuer des prestations volontaires d'encadrement des candidats officiers de réserve est subordonnée à leur commissionnement au grade de sous-lieutenant".

Il ne règle toutefois pas l'hypothèse où un candidat commissionné au grade de sous-lieutenant, n'est pas nommé à ce grade au terme de son service actif.

Il ressort des explications du délégué du Ministre que l'article 6 du projet a pour objet de fixer une condition de recevabilité de la demande en vue de l'admission, celle-ci étant ensuite décidée sous la condition de la nomination au grade de sous-lieutenant.

.../...

Les textes suivants sont dès lors proposés pour les articles 5 et 6 :

"Article 5.-

Les candidats officiers de réserve introduisent leur demande d'engagement au plus tard au cours du neuvième mois de leur service actif.

La demande ne peut être admise que si le candidat officier de réserve a été commissionné au grade de sous-lieutenant.

Le candidat officier de réserve est admis sous la condition de sa nomination à ce grade.

Article 6.-

Les demandes de renouvellement des officiers de réserve visés à l'article 5 sont introduites au plus tard le dernier jour du troisième mois qui précède celui au cours duquel la prestation en cours vient à expiration".

Article 7.

Le Conseil d'Etat se réfère, en ce qui concerne l'application qui sera donnée à cet article, à l'observation générale n° 1.

.../...

Article 8.

Il y a lieu d'écrire dans le texte français "afin de" au lieu de "pour pouvoir".

Article 9.

Le texte suivant est proposé :

"Article 9.-

Le Ministre de la Défense nationale ou l'autorité militaire qu'il désigne répartit entre les différentes forces armées les officiers de réserve admis à effectuer des prestations volontaires d'encadrement.

Cette répartition se fait annuellement pour les officiers de carrière et de complément; elle a lieu trimestriellement pour les sous-lieutenants miliciens".

Article 10.

L'article 63, § 4, de la loi du 1er mars 1958, modifié par la loi du 18 février 1987, charge le Roi de fixer les règles applicables aux officiers de réserve que le Ministre de la Défense nationale peut autoriser à effectuer des prestations volontaires d'encadrement.

.../...

L'arrêté royal en projet délègue au Ministre de la Défense nationale le pouvoir de fixer toutes les règles relatives "à la procédure de sélection et d'avis sur laquelle il base sa décision d'admission".

Cette délégation du pouvoir réglementaire ne serait admissible au regard de l'article 118 de la Constitution et de l'article 63, § 4, de la loi du 1er mars 1958, que si l'arrêté en projet fixait lui-même les principes de base dont le Ministre de la Défense nationale aurait à s'inspirer dans la réglementation de la procédure de sélection des candidats.

A tout le moins, le projet d'arrêté royal devrait créer lui-même le comité de sélection qu'institue le projet d'arrêté ministériel sur les prestations volontaires d'encadrement, soumis au Conseil d'Etat en même temps que le présent projet et examiné sous le n° L. 18.166; il en va d'autant plus ainsi en l'espèce que ce comité est évoqué incidemment par les dispositions finales du projet d'arrêté royal (article 26, § 4).

Le projet d'arrêté royal devrait également, et pour la même raison, fixer lui-même les règles essentielles de composition et de fonctionnement de ce comité ainsi que ses attributions.

C'est également dans l'arrêté royal en projet que devraient être inscrites, le cas échéant, les règles relatives à la possibilité pour le candidat de prendre connaissance des avis de ses supérieurs hiérarchiques ou des conclusions du comité de sélection sur sa candidature ainsi qu'à la possibilité de faire valoir des observations (comp. article 13, § 3,

de l'arrêté royal du 25 septembre 1959 relatif au statut des officiers de réserve ou article 7 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif à la position et à l'avancement des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical).

Article 11.

Selon cet article, "un refus d'engagement ou de rengagement sera notifié à l'intéressé dans le mois qui suit l'examen de la candidature".

Cette disposition implique nécessairement que le Ministre devra statuer sur toutes les demandes au plus tard avant l'expiration de ce délai pour que les décisions de rejet puissent être notifiées en temps utile. Le projet devrait le préciser expressément.

D'autre part, l'article ne précise pas quel est cet examen qui constitue le point de départ du délai : s'agit-il de l'examen des candidatures par le comité de sélection ou par le Ministre ?

Selon le délégué du Ministre, le délai court à dater de la communication au Ministre de la Défense nationale des conclusions du comité de sélection.

Enfin, on n'aperçoit pas la raison pour laquelle le délai imposé au Ministre et l'obligation de notifier la décision sont limités aux seules décisions de rejet.

.../...

Le texte suivant est dès lors proposé :

"Article 11.-

Le Ministre de la Défense nationale statue sur les demandes d'engagement ou de rengagement dans les trente jours à compter de la communication des conclusions du comité de sélection.

La décision est notifiée sans délai au candidat".

Article 13.

Cet article dispose que "Les officiers qui effectuent des prestations volontaires d'encadrement sont soumis aux lois pénales militaires et au régime disciplinaire des officiers de carrière".

L'article 1er de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre premier du Code de procédure pénale militaire définit les personnes qui sont régies par les lois pénales militaires (cfr. aussi Cass. 5 janvier 1925, Pas., 1925, I, p. 89, et Cass. 5 mai 1930, Pas., 1930, I, p. 199).

Les articles 1er à 4 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées déterminent les personnes qui sont soumises à cette loi.

L'article 4 de cette loi habilite certes le Roi à rendre celle-ci applicable aux militaires autres que ceux des cadres actifs, qui ne sont pas présents sous les armes, ainsi qu'aux anciens militaires, pour le temps pendant lequel ils revêtent la tenue militaire.

.../...

L'article 82 de la loi du 1er mars 1958, modifié par la loi du 18 février 1987, dispose toutefois que quand il est en service, l'officier de réserve est soumis au régime disciplinaire des officiers de carrière.

L'article 13, qui ne fait que reproduire les règles légales en vigueur est superflu et peut être omis.

Article 14.

Il ressort des explications du délégué du Ministre que l'intention n'est pas de permettre au Ministre de la Défense nationale de créer une commission médicale spéciale chargée d'examiner si l'officier de réserve autorisé à effectuer des prestations volontaires d'encadrement est "définitivement hors d'état de continuer à servir".

Selon le délégué du Ministre, la commission médicale à laquelle se réfère le projet est celle qui a été créée par l'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme.

Les mots "de l'avis d'une commission médicale" devraient dès lors être remplacés par "de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme".

Dans le texte néerlandais, il conviendrait d'écrire : "De officier die vrijwillig encadreringswerk verricht, wordt door de Minister van Landsverdediging op reform gesteld als hij ...".

.../...

Article 15.

Le texte néerlandais de cet article devrait être rédigé de la manière proposée dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 16.

Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, il vaudrait mieux écrire "encadreringswerk" au lieu de "encadreringsprestaties".

Au paragraphe 2, deuxième phrase, il convient d'écrire dans le texte français "sont visés" au lieu de "sont contresignés".

Article 17.

Le texte ne mentionne pas le point de départ du délai de préavis.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 17.

A la demande de l'officier intéressé, le Ministre de la Défense nationale peut résilier l'engagement ou le rengagement en cours, moyennant un préavis de trois mois prenant cours ...".

.../...

Articles 18 et 19.

Logiquement, l'article 19 du projet relatif à l'avancement dans le cadre de réserve devrait être placé avant l'article 18 relatif à l'ancienneté.

Le texte suivant est proposé pour l'article 19 du projet, devenant l'article 18 :

"Article 18.-
A l'issue des prestations volontaires d'encadrement, l'officier reprend ses droits à l'avancement dans le cadre de réserve pour autant qu'il n'ait pas atteint à ce moment la limite d'âge fixée pour les officiers de ce cadre".

Dans le texte français de l'article 18 (devenant l'article 19), il y a lieu, conformément à l'usage et pour assurer la concordance avec le texte néerlandais, d'écrire "sont prises" au lieu de "seront prises"

Dans le texte néerlandais de l'article 18 du projet, il conviendrait d'écrire "Het vrijwillig encadreringswerk wordt mede in aanmerking genomen voor ...".

Article 20.

Le texte néerlandais de cet article serait mieux rédigé de la manière proposée dans la partie néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 21.

Il est proposé de rédiger la phrase liminaire comme suit :

"L'article 1er de l'arrêté royal du 25 septembre 1959 relatif au statut des officiers de réserve, modifié par l'arrêté royal du 11 mai 1981, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 22.

Cet article tend à remplacer, à l'article 6, § 1er, de l'arrêté royal du 25 septembre 1959 relatif au statut des officiers de réserve, les mots "de l'article 63, § 1er, de la loi du 1er mars 1958" par les mots "de l'article 63, § 2, de la loi du 1er mars 1958, ainsi que modifiée par la loi du 18 février 1987".

On n'aperçoit pas la raison qu'il y aurait, en l'occurrence, de rendre l'article 63, § 2, de la loi du 1er mars 1958 applicable dans l'état où il est au moment où sera pris l'arrêté en projet, à l'exclusion des modifications qui seraient ultérieurement apportées à la disposition à laquelle il est fait référence.

Les mots "ainsi que modifiée par la loi du 18 février 1987" devraient dès lors être omis.

.../...

Article 23.

La rédaction suivante est proposée pour la phrase liminaire :

"Dans l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 1977 relatif au statut du personnel militaire du cadre temporaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, modifié par l'arrêté royal du 13 octobre 1978, il est inséré un paragraphe 1er bis rédigé comme suit :".

Dans le texte français de l'alinéa 2 du paragraphe 1er bis en projet, il faut lire "sont classés entre eux par ordre d'ancienneté" au lieu de "seront classés entre eux par ordre d'ancienneté".

Le texte néerlandais des alinéas 1er, 2 et 3 du paragraphe 1er bis projet doit être adapté de la manière indiquée dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 24.

Il y a une discordance entre le texte français ("Outre les articles 6 et 7 ...") et le texte néerlandais ("De bepalingen van de artikelen 6 en 7 uitgezonderd, ...").

Selon le délégué du Ministre, c'est la version néerlandaise qui correspond à l'intention des auteurs du projet.

On se réfèrera pour le surplus à l'observation générale n° 3 : plutôt que de rendre applicable l'arrêté royal du 25 septembre 1959 à l'exclusion de ses articles 6 et 7, qui sont relatifs aux officiers de la gendarmerie, il serait préférable d'intégrer les vingt premiers articles du projet dans cet arrêté royal.

Article 26.

Cet article contient une disposition transitoire qui tend à permettre au Ministre de la Défense nationale de recourir, immédiatement après la publication de l'arrêté en projet, aux services des officiers de réserve sur la base de l'article 63, § 2, de la loi du 1er mars 1958.

Le projet ne règle toutefois pas :

-quels sont les officiers de carrière et de complément qui, eu égard à la date de leur mise à la pension (voir article 4 du projet) pourront présenter leur candidature, et sur la demande desquels "il peut être statué dans un délai d'un mois qui suit la publication du présent arrêté" (article 26, § 2, du projet);

-le délai dans lequel les candidats peuvent introduire leur demande; or, l'application immédiate du projet suppose nécessairement qu'il soit dérogé à l'article 4 du projet relatif à la date limite de l'introduction des demandes par les officiers de carrière et de complément.

De surcroît, l'article 26, § 2, du projet dispose qu'il peut être statué sur les demandes d'admission dans un délai de un mois à compter de la publication de l'arrêté en projet, alors que l'article 26, § 4, énonce que "le comité de sélection pour l'examen de toutes les candidatures visées au § 1er se réunira au plus tard deux mois après la publication du présent arrêté".

.../...

Le début du paragraphe 1er devrait être rédigé comme suit :

"Si des circonstances exceptionnelles le justifient, le Ministre peut ...".

L'article 26 doit, en conséquence, être revu.

I. ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. De Raad van State heeft in het advies dat hij op 9 juni 1987 onder nr. L. 18.065/2 gegeven heeft over een ontwerp met een soortgelijk oogmerk, de volgende opmerking gemaakt :

"Uit de tekst zelf van artikel 63, § 2, (1) volgt dat de Minister van Landsverdediging de reserveofficieren enkel in uitzonderlijke omstandigheden kan toestaan vrijwillige prestaties met het oog op de kaderbehoeften te verrichten.

De tekst die voor advies aan de Raad van State is voorgelegd, verstrekt echter geen enkele aanwijzing omtrent de "uitzonderlijke omstandigheden" die de Koning thans zouden toestaan om ter zake regels te stellen die toepasselijk zijn op de in paragraaf 2 van artikel 63 bedoelde reserveofficieren. Hij stelt voor de toepassing van die regels geen enkele tijdslimiet vast. Hij geeft de Minister van Landsverdediging evenmin enige aanwijzing omtrent de criteria waarmee deze rekening zou moeten houden voor de toepassing van de regels die de Koning zou hebben bepaald.

Het ontwerp strekt er in feite toe te voorzien in een permanente regeling die de reserveofficieren toestaat in een formatie van de krijgsmachtdelen te dienen met het oog op de kaderbehoeften.

Indien het ontwerp tot doel had een chronisch tekort aan hoofdofficieren te verhelpen, dat het gevolg is van de leeftijd waarop zij pensioengerechtigd zijn, zou het erop gericht zijn een structureel probleem op te lossen dat niet kan worden gelijkgesteld met een toestand die voortkomt uit uitzonderlijke omstandigheden".

.../...

---

(1) van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de land-, lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst.

Het verslag aan de Koning dat aan het huidige ontwerp voorafgaat, bevat de volgende uitleg :

> "Gezien de krijgsmacht permanent kan geconfronteerd worden met niet voorzienbare kaderbehoeften die een beroep op artikel 63, § 2 van de wet van 1 maart 1958 wettigen en gezien deze behoefte actueel reeds bestaat, is het aangewezen de regels betreffende het statuut van de reserveofficieren die toegelaten worden vrijwillige encadreringsprestaties te leveren zo snel mogelijk vast te leggen".

Een soortgelijke opvatting wordt vertolkt in de considerans.

In het ontwerp, zoals het geamendeerd is, is gedeeltelijk rekening gehouden met de opmerkingen die de Raad van State in zijn advies L. 18.065/2 heeft gemaakt.

De Raad van State deelt de mening die de Minister uitdrukt in zijn brief van 9 juli 1987 waarbij deze het nieuwe ontwerp aan de Raad van State voorlegt, de mening namelijk dat de Koning nu reeds op grond van artikel 63, § 4, van de wet van 1 maart 1958 de regels tot uitvoering van paragraaf 2 van hetzelfde artikel kan vaststellen. Hij attendeert er evenwel op dat de Minister die regels slechts zal kunnen toepassen als uitzonderlijke omstandigheden het rechtvaardigen. Verderop in de tekst wordt voor artikel 1 een tekst voorgesteld welke die grondregel in herinnering brengt.

De Raad van State wijst er bovendien op dat in het verslag aan de Koning geenszins wordt uitgelegd wat de uitzonderlijke omstandigheden zijn op basis waarvan er momenteel aanleiding zou bestaan om een beroep te doen op artikel 63, § 2, van de wet van 1 maart 1958. Met de enkele bewering dat zodanige omstandigheden voorhanden zijn, kan niet worden volstaan.

De Minister van Landsverdediging zal voor elk apart geval, op eigen politieke verantwoordelijkheid dienen te oordelen of de uitzonderlijke omstandigheden waarvan de wet het vrijwillige encadreringswerk doet afhangen, wel voorhanden zijn. Op te merken valt evenwel dat het besluit om die prestaties toe te staan, valt onder de toetsing welke de rechter, in het bijzonder de rechter die oordeelt over machtsoverschrijding, in geval van betwisting of beroep tot nietigverklaring zal hebben te verrichten ten aanzien van de kwalificatie van de feiten.

2. Artikel 63 van de wet van 1 maart 1958 is gewijzigd bij artikel 51 van de wet van 18 februari 1987.

Voordat in de toestemming om vrijwillig encadreringswerk te verrichten wijziging werd gebracht bij de laatstgenoemde wet, was die toestemming beperkt tot de reserveofficieren van de rijkswacht (artikel 63, § 1, van de wet van 1 maart 1958, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976).

Artikel 72 van de wet van 18 februari 1987 bepaalt : "De koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen van deze wet".

Het door die bepaling in uitzicht gestelde koninklijk besluit is tot dusverre nog niet uitgevaardigd.

.../...

Hieruit volgt dat de Minister van Landsverdediging aan reserveofficieren van het leger eerst toestemming zal kunnen verlenen om volgens de regels vastgesteld bij het ontworpen besluit de prestaties te verrichten als bedoeld in artikel 63 van de wet van 1 maart 1958, gewijzigd bij artikel 51 van de wet van 18 februari 1987, na de datum die de Koning voor de inwerkingtreding van het laatstgenoemde artikel vaststelt.

Evenzo zou het voor advies aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit pas na de inwerkingstelling van de wetsbepaling, die er ten grondslag aan ligt, in werking kunnen treden en toegepast kunnen worden.

Het ontwerp dient derhalve te worden aangevuld met een bepaling die de datum van inwerkingtreding van artikel 51 van de wet van 18 februari 1987 vaststelt.

3. De eerste twintig artikelen van het ontwerp zien eruit als een zelfstandige tekst.

Het ontwerp handhaaft evenwel in het koninklijk besluit van 25 september 1959 betreffende het statuut der reserveofficieren, waarvan het de artikelen 1 en 6 wijzigt, de bepalingen die toepasselijk zijn op het vrijwillige encadreringswerk van de reserveofficieren van de rijkswacht (artikelen 6 tot 8).

.../...

Hieruit volgt dat de vrijwillige prestaties met het oog op de kaderbehoeften van bepaalde krijgsmachtdelen het onderwerp zullen zijn van een afzonderlijk koninklijk besluit, terwijl de vrijwillige prestaties met het oog op de kaderbehoeften van de rijkswacht geregeld zullen zijn door een koninklijk besluit dat aan het statuut van de reserveofficieren gewijd is en ter uitvoering van wetsbepalingen omtrent het leger wordt genomen.

Ter wille van de samenhang van de teksten zou het verkieslijk zijn om alle regels betreffende de vrijwillige prestaties met het oog op de kaderbehoeften van de rijkswacht en van de overige krijgsmachtdelen, te hergroeperen door ze bijvoorbeeld op te nemen in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 25 september 1959. Dat hoofdstuk zou dan onderverdeeld kunnen worden in twee afdelingen, waarvan de ene over de rijkswacht en de andere over de overige krijgsmachtdelen zou handelen.

De Raad van State heeft binnen de korte termijn die hem is toegemeten, geen nieuwe tekst kunnen redigeren die aan die opmerking tegemoetkomt.

4. Verscheidene artikelen van het ontwerp zijn ingedeeld in leden.

Uit een typografisch oogpunt zou elk lid van het tekstverband moeten worden gescheiden door een tussenruimte en zou het begin ervan moeten worden aangegeven door lichtjes in te springen op de kantlijn van de tekst.

.../...

II. ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Onder voorbehoud van de algemene opmerking nr. 3 wordt het volgende opschrift voorgesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de vrijwillige prestaties van de reserveofficieren strekkende om in buitengewone omstandigheden te voorzien in de encadrering van de krijgsmachtdelen op voet van vrede".

AANHEF.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het eerste lid :

"Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de land-, lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976, inzonderheid op artikel 63, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1987;".

In de aanhef behoort te worden verwezen naar de besluiten die door de ontworpen tekst worden gewijzigd.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het nieuwe tweede en het nieuwe derde lid :

"Gelet op het koninklijk besluit van 25 september 1959 betreffende het statuut der reserveofficieren, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 mei 1981 en op artikel 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 1977;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 1977 betreffende het statuut van het militair personeel van het tijdelijk kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 oktober 1978".

De considerans zou de opzet van het ontworpen besluit ondubbelzinniger tot uiting kunnen laten komen indien hij als volgt wordt gesteld :

"Overwegende dat artikel 63, § 2, van de wet van 1 maart 1958 de Minister van Landsverdediging machtigt om in uitzonderlijke omstandigheden de reserveoffivieren toe te staan te dienen in een formatie van de krijgsmachtdelen om te voorzien in de encadrering ervan;

Overwegende dat dit besluit de regels vaststelt die toepasselijk zullen zijn wanneer de Minister van Landsverdediging, geplaatst tegenover die uitzonderlijke omstandigheden, in de encadrering van de krijgsmacht zal hebben te voorzien door gebruik te maken van de machtiging welke artikel 63, § 2, van de wet van 1 maart 1958 hem verleent;".

BEPALEND GEDEELTE.

Voorgesteld wordt te schrijven : "Hoofdstuk I - Toelatingsvoorwaarden".

Artikel 1.

Het ontwerp zal niet gelden voor de reserveofficieren van de rijkswacht die door de Minister van Landsverdediging eveneens gemachtigd kunnen worden om op grond van

.../...

artikel 63, § 2, van de wet van 1 maart 1958 vrijwillig encadreringswerk te verrichten, maar op wie de artikelen 6 tot 8 van het koninklijk besluit van 25 september 1959 van toepassing zullen blijven.

Bovendien behoren de woorden "worden toegelaten" te worden vervangen door de woorden "toegelaten kunnen worden", aangezien de bevoegdheid om reserveofficieren toe te laten tot het verrichten van vrijwillig encadreringswerk krachtens de wet de Minister van Landsverdediging toekomt.

Derhalve wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 1.-

Toegelaten kunnen worden, in uitzonderlijke omstandigheden, tot het verrichten in andere krijgsmachtdelen dan de rijkswacht, van prestaties als bedoeld in artikel 63, § 2, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren van de land-, lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst :

1° de dienstplichtige onderluitenants aan het einde van hun dienstplicht;

2° de beroeps- en de aanvullingsofficieren die definitief van hun ambt ontheven worden overeenkomstig artikel 20, 1°, dezelfde wet".

.../...

Artikel 2.

Krachtens de eerste volzin van het eerste lid "(mogen) deze prestaties een periode van vier opeenvolgende jaren niet overschrijden".

Het herhalen van de in de wet van 18 februari 1987 voorkomende bepaling dat "de duur van deze prestaties vier jaar niet te boven (mag) gaan", lijkt niet nuttig.

Is het de bedoeling dat het jaar van de eerste dienstneming en de jaren waarvoor een verlenging toegestaan wordt op elkaar volgen, dan wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 2.-

De eerste dienstneming wordt voor één jaar aangegaan.

Op aanvraag van de belanghebbende kunnen naargelang van de behoeften van de krijgsmachtdelen of van de medische dienst drie opeenvolgende jaarlijkse verlengingen worden toegestaan.

Het jaar van de eerste dienstneming alsook de jaren waarvoor een verlenging is toegestaan, dienen een onafgebroken periode te vormen".

Het tweede lid zou als volgt geredigeerd moeten worden :

.../...

"Wat de officieren afkomstig uit het beroeps- of het aanvullingskader betreft, mogen de verlengingen het een kandidaat echter niet mogelijk maken om te blijven dienen na het bereiken van de leeftijdsgrens bepaald voor de reserveofficieren van de graad waarmee hij bekleed is".

Artikel 3.

Het artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 3.-

De beroeps- en aanvullingsofficieren die vrijwillige encadreringswerk wensen te verrichten, dienen terzelfdertijd hun kandidatuur en een aanvraag tot opneming in het kader van de reserveofficieren in.

De goedkeuring van hun kandidatuur is afhankelijk van hun toelating tot het reservekader".

Artikel 4.

1. Paragraaf 1 heeft betrekking op de termijn waarbinnen de beroepsofficieren hun aanvraag tot dienstneming of tot hernieuwing van de dienstneming moeten indienen.

Het ontwerp stelt de uiterste datum voor het indienen van de aanvragen vast op 1 oktober. Zowel wat de aanvraag tot dienstneming als wat de aanvraag tot hernieuwing betreft, gaat het om de eerste oktober van het jaar of van het voorlaatste jaar dat aan de pensionering van de kandidaat voorafgaat, al naargelang deze gedurende het tweede of gedurende het eerste semester geschiedt.

.../...

Hieruit volgt dat de kandidaat terzelfdertijd - vóór 1 oktober van hetzelfde jaar - zowel de aanvraag tot dienstneming als de aanvragen tot jaarlijkse hernieuwing zal moeten indienen.

Aangezien deze bedoeling bij de stellers van het ontwerp niet voorzit, zou in het ontwerp een afzonderlijke bepaling besteed moeten worden aan de aanvraag tot hernieuwing, waarbij bepaald zou worden wanneer de termijn voor het indienen van elke aanvraag tot jaarlijkse hernieuwing precies ingaat.

2. Paragraaf 2 zou eenvoudiger in dezer voege kunnen worden gesteld :

"§ 2. Alle aanvragen tot dienstneming van de beroeps- en de aanvullingsofficieren, die uiterlijk 1 oktober van een zelfde jaar moeten zijn ingediend, worden volgens een enkele selectieprocedure afgehandeld".

Artikelen 5 en 6.

1. Artikel 5, eerste lid, van het ontwerp heeft betrekking op de termijn waarbinnen de aanvraag tot dienstneming van de kandidaat-reserveofficier ingediend moet worden. Artikel 6 maakt de toelating van die kandidaat afhankelijk van zijn aanstelling in de graad van onderluitenant. Artikel 5, tweede lid, van zijn kant, heeft betrekking op de aanvraag tot hernieuwing.

.../...

Artikel 5, eerste lid, en artikel 6 van het ontwerp zouden in een enkele bepaling samengebracht kunnen worden. Het zou logischer zijn van het tweede lid van artikel 5 een afzonderlijk artikel te maken.

2. Artikel 6 van het ontwerp luidt als volgt :

> "De toelating tot het verrichten van vrijwillige encadreringsprestaties van de kandidaat-reserveofficieren is ondergeschikt aan hun aanstelling in de graad van onderluitenant".

Het artikel regelt evenwel niet het geval waarin een kandidaat die aangesteld is in de graad van onderluitenant, na afloop van zijn actieve dienst niet benoemd wordt in die graad.

Blijkens de verklaringen van de gemachtigde van de Minister strekt artikel 6 van het ontwerp ertoe een voorwaarde te bepalen voor de ontvankelijkheid van de aanvraag om toelating. Tot de toelating zelf wordt vervolgens besloten op voorwaarde dat de kandidaat benoemd wordt in de graad van onderluitenant.

De volgende tekst wordt dan ook voorgesteld voor de artikelen 5 en 6 :

"Artikel 5.-

De kandidaat-reserveofficieren dienen hun aanvraag tot dienstneming in, uiterlijk in de loop van de negende maand van hun actieve dienst.

.../...

De aanvraag is alleen ontvankelijk indien de kandidaat-reserveofficier aangesteld is in de graad van onderluitenant.

De kandidaat-reserveofficier wordt toegelaten op voorwaarde dat hij in die graad benoemd wordt.

Artikel 6.-

De aanvragen tot hernieuwing voor de reserveofficieren bedoeld in artikel 5, worden ingediend uiterlijk de laatste dag van de derde maand vóór die waarin de lopende prestatie eindigt".

Artikel 7.

Wat betreft de toepassing die aan dat artikel zal worden gegeven, verwijst de Raad van State naar de algemene opmerking nr. 1.

Artikel 8.

In de Franse tekst schrijve men "afin de" in plaats van "pour pouvoir".

Artikel 9.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 9.-

De Minister van Landsverdediging of de door hem aan te wijzen militaire overheid verdeelt de reserveofficieren die toegelaten zijn tot het verrichten van vrijwillig encadreringswerk over de verschillende krijgsmachtdelen.

Die verdeling geschiedt jaarlijks voor de beroeps- en aanvullingsofficieren; zij heeft plaats om de drie maanden voor de dienstplichtige onderluitenants".

Artikel 10.

Artikel 63, § 4, van de wet van 1 maart 1958, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1987, belast de Koning met het vaststellen van de regels die toepasselijk zijn op de reserveofficieren aan wie de Minister van Landsverdediging kan toestaan vrijwillig encadreringswerk te verrichten.

Het ontworpen koninklijk besluit draagt aan de Minister van Landsverdediging de bevoegdheid op om alle regels te bepalen met betrekking tot "de selectie- en adviesprocedure waarop hij zijn beslissing steunt om ... toe te laten".

Die opdracht van verordeningsbevoegdheid zou ten aanzien van artikel 118 van de Grondwet en artikel 63, § 4, van de wet van 1 maart 1958, slechts kunnen worden aanvaard als het ontworpen besluit zelf de grondbeginselen bepaalt waarvan de Minister van Landsverdediging dient uit te gaan bij het regelen van de procedure voor de selectie van de kandidaten.

.../...

Het ontwerp van koninklijk besluit zou op zijn minst zelf het selectiecomité moeten instellen dat nu wordt ingesteld door het ontwerp van ministerieel besluit betreffende de vrijwillige encadreringsprestaties, dat tegelijk met het onderhavige ontwerp voorgelegd is aan de Raad van State en onderzocht is onder het nr. L. 18.166; dit geldt in casu te meer daar dat comité terloops ter sprake komt in de slotbepalingen van het ontwerp van koninklijk besluit (artikel 26, § 4).

Het ontwerp van koninklijk besluit zou eveneens, en om dezelfde reden, zelf de essentiële regels inzake samenstelling en werkwijze van dat comité, alsmede de bevoegdheden ervan, moeten bepalen.

Het is ook in het ontworpen koninklijk besluit dat, in voorkomend geval, de regels opgenomen zouden moeten worden die betrekking hebben op de mogelijkheid voor de kandidaat om kennis te nemen van de adviezen van zijn hiërarchische meerderen of van de conclusies van het selectiecomité over zijn kandidatuur en op de mogelijkheid om opmerkingen te maken (vgl. artikel 13, § 3, van het koninklijk besluit van 25 september 1959 betreffende het statuut der reserveofficieren of artikel 7 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 betreffende de stand en de bevordering der beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst).

Artikel 11.

Dat artikel luidt als volgt :

.../...

"Wordt een dienstneming of een wederdienstneming geweigerd, dan wordt dit binnen de maand na het onderzoek van de kandidatuur aan belanghebbende betekend".

Die bepaling impliceert noodzakelijkerwijze dat de Minister uiterlijk vóór het verstrijken van die maand op alle aanvragen zal moeten beschikken opdat van de beslissingen tot afwijzing tijdig kennis gegeven kan worden. Het ontwerp zou dat uitdrukkelijk moeten preciseren.

Anderzijds zegt het artikel niet welk onderzoek de termijn doet ingaan : gaat het hier om het onderzoek van de kandidaturen door het selectiecomité of door de Minister ?

Volgens de gemachtigde van de Minister loopt de termijn vanaf het ogenblik dat aan de Minister van Landsverdediging mededeling is gedaan van de conclusies van het selectiecomité.

Tenslotte is het niet duidelijk waarom de aan de Minister opgelegde termijn en de verplichting om kennis te geven van de beslissing beperkt worden tot de afwijkingsbeslissingen.

De volgende tekst wordt dan ook voorgesteld :

"Artikel 11.-

De Minister van Landsverdediging beschikt op de aanvragen tot dienstneming of wederdienstneming binnen dertig dagen te rekenen van de mededeling van de conclusies van het selectiecomité.

Van de beslissing wordt onverwijld kennis gegeven aan de kandidaat".

.../...

Artikel 13.

Dat artikel luidt als volgt :

"De officieren die vrijwillige encadreringsprestaties verrichten zijn onderworpen aan de militaire strafwetten en aan het tuchtstelsel geldend voor de beroepsofficieren".

Artikel 1 van de wet van 15 juni 1899 houdende titel I van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger omschrijft de personen op wie de militaire strafwetten van toepassing zijn (zie ook : Cass. 5 januari 1925, Pas., 1925, I, blz. 89, en Cass. 5 mei 1930, Pas., 1930, I, blz. 199).

De artikelen 1 tot 4 van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht bepalen de personen op wie die wet van toepassing is.

Artikel 4 van die wet machtigt de Koning wel om de militairen die niet tot de actieve kaders behoren en niet onder de wapens zijn alsmede de gewezen militairen, gedurende de tijd dat zij de militaire kledij dragen, onder toepassing van die wet te doen vallen.

Artikel 82 van de wet van 1 maart 1958, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1987, bepaalt evenwel dat, wanneer hij in dienst is, de reserveofficier onderworpen is aan het tuchtstelsel van de beroepsofficieren.

Artikel 13, dat de geldende wettelijke regels alleen maar herhaalt, is overbodig en kan vervallen.

.../...

Artikel 14.

Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, is het niet de bedoeling de Minister van Landsverdediging een bijzondere geneeskundige commissie te laten instellen die moet onderzoeken of de reserveofficier die gemachtigd is om vrijwillig encadreringswerk te verrichten, "voorgoed niet in staat is om verder te dienen".

Volgens de gemachtigde van de Minister is de geneeskundige commissie waarnaar het ontwerp verwijst, die welke ingesteld is door het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform.

De woorden "naar het advies van een geneeskundige commissie" zouden derhalve moeten worden vervangen door de woorden "naar het advies van de militaire commissie voor geschiktheid en reform".

In de Nederlandse tekst van het artikel schrijve men : "De officier die vrijwillig encadreringswerk verricht, wordt door de Minister van Landsverdediging op reform gesteld als hij ... ".

Artikel 15.

De Nederlandse tekst van dit artikel zou beter als volgt luiden :

.../...

"Artikel 15.-

§ 1. De beroeps- of aanvullingsofficier die toegelaten wordt tot het verrichten van vrijwillig encadreringswerk, kan geen aanspraak maken op het verlof dat voorafgaat aan zijn pensionering wegens dienstanciënniteit.

§ 2. Op het einde van het vrijwillig encadreringswerk kunnen de reserveofficieren afkomstig van het beroeps- of het aanvullingskader, evenwel de in paragraaf 1 bedoelde verloven genieten ... .

§ 3. De bepalingen van paragraaf 2 zijn niet van toepassing op de reserveofficieren afkomstig van het beroeps- of aanvullingskader, die ... ".

Artikel 16.

In de Nederlandse tekst van paragraaf 1 schrijve men liever "vrijwillig encadreringswerk" in plaats van "vrijwillige encadreringsprestaties".

De laatste volzin van paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De adviezen van deze laatsten worden geviseerd door de belanghebbende, die er een memorie mag aan toevoegen".

.../...

Artikel 17.

De tekst geeft het vertrekpunt van de opzeggingstermijn niet aan.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 17.-

Op verzoek van de belanghebbende officier kan de Minister van Landsverdediging de lopende dienstneming of wederdienstneming beëindigen met een opzeggingstermijn van drie maanden, ingaande ... ".

Artikelen 18 en 19.

Logischerwijze zou artikel 19 van het ontwerp dat betrekking heeft op de bevordering in het reservekader, moeten komen vóór artikel 18, dat betrekking heeft op de anciënniteit.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor artikel 19 van het ontwerp, dat artikel 18 wordt :

"Artikel 18.-

Na afloop van het vrijwillig encadreringswerk herneemt de officier zijn rechten op bevordering in het reservekader, voor zover hij op dat tijdstip de leeftijdsgrens voor de officieren van dat kader niet bereikt heeft".

.../...

In de Nederlandse tekst van artikel 18 van het ontwerp (dat artikel 19 wordt) schrijve men : "Het vrijwillig encadreringswerk wordt mede in aanmerking genomen voor ..." en in de Franse tekst schrijve men overeenkomstig het gebruik en ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst "sont prises" in plaats van "seront prises".

Artikel 20.

De Nederlandse tekst van dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 20.-

De dienstneming of de wederdienstneming van de officier die toegelaten is tot het verrichten van vrijwillig encadreringswerk wordt van rechtswege beëindigd :

1° indien artikel 87, 1° en 2°, van de wet van 1 maart 1958 op hem van toepassing is;

2° indien hij in disponibiliteit gesteld wordt met toepassing van artikel 16 van dit besluit;

3° indien hij met toepassing van artikel 14 van dit besluit gereformeerd wordt wegens definitieve lichamelijke ongeschiktheid".

Artikel 21.

Voorgesteld wordt de inleidende volzin als volgt te redigeren :

.../...

"Artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 september 1959 betreffende het statuut der reserveofficieren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 mei 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Artikel 22.

Dat artikel strekt ertoe in artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 25 september 1959 betreffende het statuut der reserveofficieren de woorden "van artikel 63, § 1, van de wet van 1 maart 1958" te vervangen door de woorden "van artikel 63, § 2, van de wet van 1 maart 1958, zoals gewijzigd bij de wet van 18 februari 1987".

Het is niet duidelijk waarom, in het onderhavige geval, artikel 63, § 2, van de wet van 1 maart 1958 toepasselijk verklaard zou moeten worden in de staat waarin het zich bevindt op het tijdstip waarop het ontworpen besluit wordt uitgevaardigd, met uitsluiting dus van de wijzigingen die later zouden worden aangebracht in de bepaling waarnaar verwezen wordt.

De woorden "zoals gewijzigd bij de wet van 18 februari 1987" zouden dan ook moeten vervallen.

Artikel 23.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor de inleidende volzin :

.../...

"In artikel 7 van het koninklijk besluit van 24 september 1977 betreffende het statuut van het militair personeel van het tijdelijk kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 oktober 1978, wordt een paragraaf 1bis ingevoegd, luidend als volgt :".

In de Nederlandse tekst van de ontworpen paragraaf 1bis vervange men het woord "encadreringsprestaties" door "encadreringswerk".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 24 en 26, § 1, van het ontwerp.

In de Nederlandse tekst van het tweede lid van dezelfde paragraaf 1bis schrijve men : "..., worden onderling gerangschikt" in plaats van "zullen onderling gerangschikt worden".

In de Nederlandse tekst van het derde lid van dezelfde paragraaf 1bis leze men "eindigen" in plaats van "beëindigen".

Artikel 24.

Er is gebrek aan overeenstemming tussen de Franse tekst ("Outre les articles 6 et 7 ...") en de Nederlandse tekst ("De bepalingen van de artikelen 6 en 7 uitgezonderd, ...").

.../...

Volgens de gemachtigde van de Minister is het de Nederlandse versie die overeenkomt met de bedoeling van de stellers van het ontwerp.

Voor het overige wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. 3 : in plaats van het koninklijk besluit van 25 september 1959 toepasselijk te verklaren met uitsluiting van de artikelen 6 en 7, die betrekking hebben op de officieren van de rijkswacht, zou het verkieslijk zijn de eerste twintig artikelen van het ontwerp op te nemen in dat koninklijk besluit.

Artikel 26.

Dat artikel bevat een overgangsbepaling die ertoe strekt de Minister van Landsverdediging de mogelijkheid te bieden om, onmiddellijk na de bekendmaking van het ontworpen besluit, een beroep te doen op de diensten van de reserveofficieren, op grond van artikel 63, § 2, van de wet van 1 maart 1958.

Het ontwerp regelt evenwel niet :

- welke de beroeps- en aanvullingsofficieren zijn die, gelet op de datum van hun pensionering (zie artikel 4 van het ontwerp), hun kandidatuur zullen kunnen stellen en op wier verzoek "er dan binnen een termijn van één maand volgend op de publicatie van dit besluit uitspraak gedaan (kan) worden" (artikel 26, § 2, van het ontwerp);

.../...

- de termijn waarbinnen de kandidaten hun aanvraag kunnen indienen; de onmiddellijke toepassing van het ontwerp veronderstelt echter noodzakelijkerwijs dat wordt afgeweken van artikel 4 van het ontwerp dat betrekking heeft op de uiterste datum voor de indiening van de aanvragen door beroeps- en aanvullingsofficieren.

Bovendien bepaalt artikel 26, § 2, van het ontwerp dat over de aanvragen tot toelating uitspraak moet worden gedaan binnen een termijn van één maand volgend op de bekendmaking van het ontworpen besluit, terwijl artikel 26, § 4, bepaalt dat "het selectiecomité voor het onderzoeken van alle aanvragen bedoeld in § 1, bijeenkomt ten laatste twee maanden na de publicatie van dit besluit".

Het begin van paragraaf 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Indien uitzonderlijke omstandigheden het wettigen, kan de Minister ...".

Artikel 26 moet bijgevolg worden herzien.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. M. QUINTIN, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. QUINTIN, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J. LIGOT.